Défendons nos emplois et la microélectronique !

Tract Numéro 1 de 2013

Les annonces du PDG de ST le 10/12/2012 sont d'une extrême gravité.

Elles menacent à court terme – 2013 - l'emploi dans certains secteurs (STE au moins, éventuellement des secteurs de ST très liés à STE). Elles menacent à moyen terme le secteur « logique » de ST et ses emplois, ainsi que l'outil industriel et ses emplois. Elles compromettent l'avenir de la micro-électronique en France et en Europe en voulant transformer ST en une société de « niches », plus ou moins importantes, avec pour unique objectif la rentabilité de chaque niche. Ce faisant elles menacent l'emploi en général dans ST.

Une première manifestation a pu être réalisée « à l'arrachée » le 18/12 à Grenoble . Il s'agit d'une première réaction qui a permis une première interpellation des pouvoirs publics et de l'opinion. Suite aux motions déposées le 18 chez Mme Fioraso, à la Préfecture et en Mairie de Grenoble, le Maire a proposé une rencontre qui doit se tenir prochainement.

STOP AU SECRET ! Aujourd'hui nous sommes dans la situation suivante :

- Le gouvernement a sûrement donné son aval aux annonces, mais ne s'est pas exprimé publiquement
- Nous n'avons aucune information sur la réalisation et le contenu du rapport demandé par le gouvernement au cabinet américain d'expertise IBS sur les semi-conducteurs en France
- Nous n'avons aucune information sérieuse sur les négociations « en cours » concernant Nano 2017
- Nous n'avons aucune information sur d'éventuelles négociations – ou pas ! - avec des « repreneurs » de STE ni sur les résultats de la mission confiée à la banque JP Morgan

Bref, l'omerta règne, tant du côté gouvernemental que de l'entreprise. Les déclarations de Mme Fioraso sur le rapatriement à ST des collègues STE n'ont pas été confirmées par la direction de ST (CCE de décembre).

Si nous n'obtenons pas un changement de position de ST, les annonces faites par ST puis par Ericsson rendent possible, voire probable, un scénario de fermeture (accompagnée éventuellement de vente par « appartements ») de STE. Aucune garantie n'a été donnée sur les emplois.

Il est donc impératif de ne pas attendre « d'apprendre » ce que l'on veut faire des salariés. Il faut perturber le calendrier, secouer les décideurs, et obtenir une discussion sur notre avenir maintenant.

Au vu de la composition de l'actionnariat de ST, au vu des enjeux de la microélectronique, au vu des sommes dépensées par les pouvoirs publics, compte-tenu des discussions Nano 2017, la CGT estime qu'il faut se concentrer sur une pression sur l'Etat et le gouvernement.

UNE STRATEGIE POUR L'AVENIR ET LES EMPLOIS

Bien évidemment, notre exigence est de maintenir tous les emplois. Mais il faut une stratégie pour cela.

Les mêmes dirigeants qui il y a quelques mois – en avril 2012 ! - expliquaient – à juste titre – que la téléphonie était indispensable à l'entreprise prétendent aujourd'hui qu'on peut s'en passer. Ils découvrent d'innombrables « marchés »

et clients qui tendraient les bras à ST… A demi-mot, et parfois ouvertement, on explique aux salariés de ST que tout ira bien s' il n'y a plus le « boulet STE »…

Même s'il y a des opportunités de nouveaux marchés, tout ce discours est mensonger et vise uniquement à masquer l'énorme recul de la stratégie présentée par le PDG actuel de ST.

Il faut maintenir une forte présence dans le cœur de la téléphonie, de maintenir une stratégie globale (« convergence ») dans l'ensemble du secteur multimédia. Ceci est le seul moyen d'utiliser les compétences et tout le travail réalisé dans STE, malgré les erreurs de gestion de la direction. Ceci est le seul moyen d'offrir un débouché suffisamment large aux personnes travaillant dans les Applications Processeurs. Ceci est le seul moyen de justifier le développement d'usines de pointe à ST. De justifier les dépenses faites en R&D. D'utiliser par exemple la technologie FDSOI.

La stratégie de « niches rentables» présentée par le PDG n'a aucun sens à moyen terme. Les « niches » disparaissent tôt ou tard ! Passer du tout à rien dans la téléphonie est absurde.

Le discours sur le « boulet » STE, outre qu'il est scandaleux sur le plan de la solidarité avec nos collègues, est économiquement faux. Les salariés de ST-E ont accumulé un savoir-faire important, de premier plan. La stratégie de la direction est dangereuse pour l'emploi, et est un énorme gâchis de compétences. Elle fragilise gravement non seulement ST-E, mais aussi ST. La stratégie du PDG actuel de ST est dangereuse pour tous les salariés, qu'ils soient ST-E ou ST.

De plus ces choix sont contraires aux intérêts des citoyens français et européens qui ont besoin, pour assurer l'avenir de leur pays et de leurs enfants, d'une industrie microélectronique forte présente dans les marchés de masse. L'Europe et la France sont déjà quasi absents des microprocesseurs et des mémoires. L'outil industriel devient obsolète. Il faut inverser cette tendance. Non seulement il faut rester dans le cœur de la téléphonie, mais il faut revenir dans les autres secteurs des semi-conducteurs et en même temps redévelopper des usines modernes. Ce redéveloppement de la micro-électronique est à mener de pair avec un retour dans les activités aval de l'électronique. Evidemment, ces choix sont du domaine des Etats.

C'EST MAINTENANT QU'IL FAUT AGIR

La CGT appelle les salariés de STE et de ST à se battre avec énergie, pour sauver l'emploi et redévelopper leur industrie.

Cette bataille concerne les sites de Grenoble et du Mans. Le site de Crolles. Les autres sites de ST en France et en Italie. Les autres entreprises concernées par la microélectronique (comme SOITEC en Isère).

Concrètement, la CGT propose de prendre diverses initiatives : une nouvelle manifestation très vite à Grenoble, une autre à Paris, des adresses aux pouvoirs publics etc. La CGT proposera un travail commun aux syndicats (et notamment à la CFDT) qui ont dit vouloir agir.

Pour élargir le combat au-delà des syndiqués, nous proposons à ceux qui veulent agir de nous contacter pour organiser un groupe de travail, un collectif, permettant de réfléchir à la situation, aux revendications et aux moyens d'action.

En pratique :

Réunion au local syndical le JEUDI 17 A 12H30

Si vous ne pouvez pas venir à la réunion mais que vous souhaitez participer au groupe de travail, envoyez un mail à anne amodio, marc nauroy, bruno cialdella ou marc leroux